Rapport Annuel Esso S.A.F. 1991

Esso

Esso Société Anonyme Française
au capital de 595 898 000 F
6, avenue André-Prothin, Courbevoie
(Hauts-de-Seine)
Code APE 0531
R.C.S. Nanterre B 542 010053

Adresse postale :
Cedex 2 - 92093 Paris-La Défense
Téléphone : (1) 49 03 60 00
Télex : Esso 620 031
Télécopie : (1) 49 03 66 03

Documents présentés
à l'assemblée générale
des actionnaires du 2 juin 1992
communiqués au
Comité Central de l'Unité
Économique et Sociale
Esso S.A.F. / Esso Raffinage S.A.F.

Nouvelle adresse :
Esso S.A.F.
2, rue des Martinets
Rueil-Malmaison
(Hauts-de-Seine)

Adresse postale :
92569 Rueil-Malmaison
Cedex

Téléphone : (1) 47 10 60 00
Fax : (1) 47 10 66 03
Télex : Esso 620 031

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Jean Verré
Président
Jean Boillot
Philippe Dulac
Michel Kopff
Jean Rauzier
Claude Roux

COMITÉ DIRECTEUR

Jean Verré
Président-Directeur Général
Robert K. Meahl
Directeur

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

Jean Taillardat

CONTRÔLEUR

Jacques Rozier

TRÉSORIER

Guy Henry

COMMISSAIRES AUX COMPTES

Daniel Dudon
Titulaire
Édouard Salustro
Titulaire
Jean-Michel Garnier
Suppléant

SOMMAIRE

Couverture :

"Du pétrole brut au produit le plus raffiné de la chaîne pétrolière : l'Huile Blanche Esso, symbole d'une politique globale de qualité."

p. 1 Éditorial
p. 2 Rapport de gestion du Conseil d'Administration
p. 9 Données Financières du Groupe Esso S.A.F.
p. 13 Esso S.A.F. Comptes Consolidés
p. 21 Comptes Sociaux
p. 32 Rapports des Commissaires aux Comptes

Editorial

Les signes d'amélioration de l'activité raffinage-distribution enregistrés au long de ces dernières années se sont concrétisés en 1991 : avec un résultat net consolidé en progression de plus de 60 % à 850 millions de francs et un résultat courant économique de l'activité raffinage-distribution à 1339 millions de francs, soit 140 francs par tonne vendue, nos objectifs financiers ont été atteints.

Nos résultats opérationnels sont également satisfaisants avec notamment pour Esso REP la découverte prometteuse de pétrole brut du permis de Lège, et, pour l'aval, la pleine utilisation des capacités de nos raffineries, une augmentation de nos ventes de 5 %, et enfin la poursuite de l'amélioration de notre réseau dont la rentabilité reste néanmoins encore insuffisante.

Bien sûr, l'environnement pétrolier international a été plutôt favorable en 1991 malgré la chute du prix du brut qui a affecté la performance de nos activités d'exploration-production.
La crise du Golfe a généré de fortes tensions d'approvisionnement avec des marges de raffinage élevées pendant les deux premiers mois. Mais, l'année écoulée a surtout confirmé le retour à un équilibre du raffinage européen et français, fruit de sa restructuration au cours de la décennie précédente.

L'année 1991 a particulièrement mis en relief l'efficacité des choix d'Esso en matière d'organisation et d'activités. L'ensemble de nos "lignes de produits" ont franchi un nouveau palier, toutes ont amélioré leur résultats grâce à une recherche permanente de qualité et d'innovation.

Les incertitudes et les défis des années 90 sont nombreux pour l'industrie pétrolière : fluctuations du prix du brut, perspectives économiques mondiales, impact des décisions européennes,... Mais à n'en point douter, l'évolution des mentalités sur la protection de l'environnement et leur impact sur les dépenses d'investissement représentent le défi numéro un.

Votre société s'est résolument engagée dans une démarche de progrès. Ce processus nécessite réalisme, maîtrise technologique, volonté de dialogue et solidité financière, tant les enjeux sont importants. La raison doit l'emporter sur la passion.

Votre société a les atouts nécessaires et saura relever ces défis.

Jean Verré
Président-Directeur Général

Le 16 avril 1992

Déclaration de Monsieur Jean Verré,
Président-Directeur Général

Mesdames, Messieurs, Chers Actionnaires,

La progression régulière des résultats de votre Société enregistrée depuis plusieurs années s'est confirmée en 1991 : le résultat consolidé du Groupe a augmenté de plus de 60 %, à 850 MF. Le résultat net d'Esso S.A.F. a lui presque triplé, passant de 423 à 1174 MF. Enfin, le résultat économique raffinage-distribution a atteint 1339 MF, soit le niveau remarquable de 140 F pour chaque tonne vendue à comparer à un objectif de 100 F/tonne et à une réalisation de 58 F/T seulement en 1990.
La capacité d'autofinancement du raffinage-distribution de 1256 MF hors effet prix sur stocks, couplée au dividende de 173 MF reçu d'Esso Rep, a permis, sans aucune augmentation de l'endettement, non seulement de faire face aux charges d'investissement, mais aussi de bien rémunérer les actionnaires que vous êtes.
Vous avez, je n'en doute pas, remarqué que le dividende proposé aujourd'hui, 50 F/action, augmente lui aussi très notablement, puisqu'il double par rapport aux cinq années précédentes.

La présentation du rapport annuel 1991 qui vous sera faite au cours de cette assemblée vous permettra d'analyser en détail ces résultats. Je me bornerai ici à en mentionner les points essentiels.

On l'a presque oublié aujourd'hui, l'année 1991 s'est ouverte dans l'incertitude et la tension dues à la guerre du Golfe. L'intervention des forces coalisées a été suivie d'une chute brutale des prix du brut, alors que, dans le monde entier, les prix des produits raffinés restaient soutenus pendant le 1er trimestre 1991 en raison d'une forte demande des consommateurs. Cette situation a, bien sûr, eu une influence très positive pendant cette courte période sur les résultats de votre Société.

Mais, au-delà de cette période atypique, je voudrais souligner les faits les plus marquants qui ont permis à votre Société de réaliser ces bons résultats 1991.

Esso Rep a augmenté de 3 % la production du gisement de Chaunoy grâce à dix forages de développement qui ont donné d'excellents résultats. Ceci a permis de compenser la baisse des champs aquitains et de maintenir la production totale de brut à un niveau très voisin de celui de 1990. Esso Rep confirme ainsi sa place de premier producteur de brut en France. Son résultat financier est en léger recul, essentiellement du fait de la baisse du prix du brut.

Par ailleurs, l'année 1991 a été marquée par la découverte très significative effectuée par le forage des Arbousiers, situé sur la commune de La Teste en Gironde. Ce forage dévié, dont la profondeur finale est de 3500 m, a rencontré 26 m de grès poreux d'excellente qualité et imprégnés de pétrole brut de densité 0,85. Le puits qui est en essai de longue durée, produit actuellement à un débit quotidien de 100 m^3/jour, limité par les possibilités d'évacuation du brut. Un second forage débutera sur cette structure en juin. Il devrait permettre de préciser l'importance de cette découverte.

Assemblée générale ordinaire : mardi 2 juin 1992

Première Résolution

L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture des rapports du Conseil d'Administration et des Commissaires aux Comptes sur l'exercice 1991, approuve ces rapports ainsi que les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 1991, tels qu'ils ont été arrêtés.

Deuxième Résolution

L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture du rapport spécial établi par les Commissaires, prend acte de la déclaration des Commissaires aux Comptes indiquant qu'aucune convention n'entre dans le cadre des conventions visées à l'article 101 de la loi du 24 juillet 1966.

Troisième Résolution

L'Assemblée Générale, sur la proposition du Conseil d'Administration, décide d'affecter les bénéfices disponibles, à savoir :

• bénéfice de l'exercice 1991	1 174 499 413 F
• report à nouveau	440 693 838 F
soit un total de	**1 615 193 251 F**

de la façon suivante :

• réserve spéciale des plus-values à long terme	50 847 144 F
• dividende	595 898 000 F
• report à nouveau	968 448 107 F
soit un total de	**F 1 615 193 251 F**

Le dividende net ressort à 50 F pour chacune des 11 917 960 actions de 50 F de nominal, auquel s'ajoute l'impôt déjà payé au Trésor (avoir fiscal) de 25 F, soit un revenu global de 75 F.
Il est rappelé qu'un acompte de 25 F par action, auquel s'ajoute un avoir fiscal de 12,50 F a été mis en paiement le 14 février 1992.
Le dividende complémentaire ressort donc à 25 F par action auquel s'ajoute un avoir fiscal de 12,50 F. Ce dividende sera mis en paiement le 10 juin 1992.
L'Assemblée Générale constate que les dividendes distribués au titre des trois exercices précédents ont été les suivants :

Exercice	Nombre d'actions à rémunérer	Dividende net	Avoir fiscal	Revenu global
1988	11 917 960	25 F	12,50 F	37,50 F
1989	11 917 960	25 F	12,50 F	37,50 F
1990	11 917 960	25 F	12,50 F	37,50 F

Quatrième Résolution

L'Assemblée donne aux administrateurs quitus de leur gestion pour l'exercice 1991.

Cinquième Résolution

L'Assemblée Générale élit comme administrateurs pour une durée expirant à la date de l'Assemblée Générale qui statuera sur les comptes de l'exercice 1992 :
Messieurs Jean Boillot
Philippe Dulac
Michel Kopff
Jean Rauzier
Claude Roux
Jean Verré
Jean-Luc Randaxhe

Sixième Résolution

L'Assemblée Générale fixe à 350 000 F le montant des jetons de présence alloués au Conseil d'Administration pour l'exercice 1992.

Septième Résolution

L'Assemblée Générale ratifie la décision prise par le Conseil d'Administration du 18 mars 1992 de transférer le siège social à Rueil-Malmaison (Hauts-de-Seine), 2, rue des Martinets, avec modification corrélative de l'article 4 des statuts et fixe au ... (date qui sera fixée par l'Assemblée Générale) la date du transfert.

Huitième Résolution

L'Assemblée Générale donne tous pouvoirs au porteur de copie ou d'extrait du procès-verbal de la présente assemblée pour accomplir toutes les formalités de dépôt et de publication prévues par la loi.

Esso SOCIETE ANONYME FRANCAISE SOCIETE DU GROUPE EXXON

L'activité raffinage a été très satisfaisante. Les deux raffineries de Port-Jérôme et de Fos ont tourné à pleine capacité. La modernisation de l'outil a été poursuivie ; une deuxième unité d'huiles blanches médicinales a été mise en service en septembre 1991 à Port-Jérôme. Enfin, une unité d'alkylation est en construction et sera démarrée au printemps 1993. Elle permettra de faire face à la demande en carburants sans plomb, notamment en Esso Super Plus qui représente déjà 35 % de nos ventes.

Les ventes ont progressé significativement, sans que ce résultat soit obtenu au détriment des marges. L'activité Réseau s'est nettement améliorée, même si son taux de rentabilité reste encore très insuffisant. Worex, filiale spécialisée dans la vente de fioul domestique, a confirmé ses gains de productivité. Votre Société a par ailleurs maintenu ses bonnes positions dans les ventes de carburéacteur, soutes marines, bitumes et lubrifiants. L'effort porté sur la qualité des produits et des services a été couronné par des certifications ISO 9002 et par les lauriers de la Charte Qualité décernés à la plupart de nos stations-service d'autoroute.

Le travail en commun avec Peugeot s'est poursuivi et a été récompensé par les victoires de la Peugeot 905. Enfin, notre partenariat avec Eurodisney s'est concrétisé par l'ouverture, le 4 avril dernier, d'une station-service Esso ultramoderne, la plus grande d'Europe, sur le site de Marne-la-Vallée.

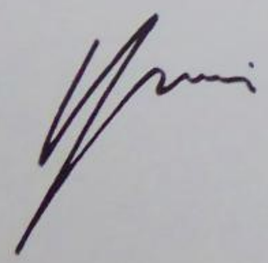
Ces bons résultats, au plan financier et au plan opérationnel, confirment le diagnostic que je formule devant vous depuis plusieurs années déjà : redressement structurel de notre activité de base et choix judicieux effectués par votre Société.

Cela veut-il dire que l'avenir s'annonce sans nuage et sans surprise ? Ce serait pécher par excès de confiance !

L'année 1992 a débuté avec une baisse des marges de raffinage, redevenues très insuffisantes. Ce retournement de situation nous renforce dans notre conviction que nous devons rester vigilants et que le succès durable ne peut être au rendez-vous que si certaines exigences sont satisfaites : rigueur de gestion, vigilance sur les coûts, implication des équipes, innovation continue...

Ainsi, la voie que nous avons choisie montre chaque jour son efficacité. Elle est d'autant plus nécessaire que les années 90 comportent de formidables défis : exigences d'environnement, construction européenne, variation des prix du brut... Pour aborder cette nouvelle étape dans de bonnes conditions votre Société dispose de deux atouts majeurs : sa très grande solidité financière, la qualité et la motivation de son personnel.

Dans les prochaines semaines, nous allons prendre possession de notre nouveau Siège Social. Un tel événement ne se produit pas tous les jours dans la vie d'une Société. Il est pour nous tous à la fois source de nostalgie et d'espoir. Après presque 30 années passées à La Défense, où votre Société a fait figure de pionnier, il est difficile de ne pas être victime d'un petit pincement au cœur : c'est une page de l'Entreprise qui va se tourner à cette occasion. Mais par ailleurs, nous allons nous installer à Rueil-Malmaison, une ville en plein essor. C'est dans un cadre moderne et fonctionnel que nous continuerons à bâtir l'avenir de votre Société, avenir que nous abordons avec dynamisme et confiance.



Rapport de Gestion du Conseil d'Administration

ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

Le début de l'année 1991 a été marqué par la guerre du Golfe. Le prix du baril de pétrole brut de Mer du Nord qui était encore de 30 dollars à la veille du déclenchement du conflit, a chuté de plus de 10 dollars le 17 janvier lors de la première intervention aérienne des forces coalisées. Cette baisse qui anticipait une victoire rapide sur l'Irak, prenait à contrepied les positions à la hausse prises par certains opérateurs. Les pays producteurs et les compagnies pétrolières ont alors été en mesure de stabiliser les marchés et restaurer un équilibre raisonnable des prix.

Les pays exportateurs ayant produit à des niveaux proches de leur pleine capacité, l'offre de pétrole brut est restée suffisante toute l'année malgré le maintien de l'embargo sur les exportations de l'Irak, la poursuite du déclin des exportations de l'URSS et la faible production du Koweït. Fin 1991, ce pays n'avait retrouvé que 20 % de sa capacité de production d'avant la crise.

La demande mondiale de produits pétroliers est demeurée stable, la forte croissance des marchés d'Extrême-Orient ayant contrebalancé une quasi-stagnation économique des pays industrialisés. Offre et demande de pétrole brut ont ainsi pu s'équilibrer dans une fourchette de 18 à 21 dollars le baril, à l'exception d'une hausse à 23 dollars pendant quelques semaines en automne par crainte d'une éventuelle pénurie au cours de l'hiver.

En moyenne, le prix en dollars du baril a baissé de 16 % en 1991 par rapport à 1990, année affectée au deuxième semestre par l'augmentation du prix du brut après le début de la crise du Golfe.

Après les perturbations liées au conflit dans le Golfe, les prix des produits raffinés sont revenus à leur niveau d'avant la crise. Les marges de raffinage en Europe ont retrouvé le niveau du premier semestre 1990, confirmant l'amélioration de productivité de l'industrie depuis les restructurations des capacités de raffinage menées à bien dans la décennie précédente. De l'invasion du Koweït aux événements dans les pays de l'Est, l'industrie pétrolière a su démontrer à nouveau sa capacité d'adaptation et trouver de nouvelles sources d'approvisionnement grâce à sa souplesse et son efficacité. Les forces du marché et de la concurrence ont finalement réduit les tensions sur l'offre et le prix du pétrole brut et les livraisons de produits aux consommateurs ont été assurées sans pénurie et aux meilleurs prix.

ENVIRONNEMENT EUROPEEN ET FRANÇAIS

Environnement européen

L'intégration des marchés et l'harmonisation des normes prévues par l'Acte Unique de 1985 se sont poursuivies ; la décision a été prise en fin d'année à Maastricht d'approfondir la construction européenne sur les plans politique, monétaire et social. Un accord a été conclu avec les pays de l'Association Européenne de Libre Echange pour la constitution d'un Espace Economique Européen, élargissant ainsi le cadre futur des activités des industriels à l'échelle d'un marché de 340 millions d'habitants. De plus, malgré leurs difficultés actuelles, certains pays de l'Est s'ouvrent progressivement aux échanges internationaux.

Dans le domaine pétrolier, la politique communautaire en matière d'environnement a été marquée par la poursuite des négociations sur la réduction des teneurs en soufre des gazoles et des fiouls lourds, des émissions de dioxyde de soufre des raffineries et des évaporations d'hydrocarbures dans les dépôts et les stations-service. Les coûts d'application de ces mesures sont potentiellement considérables. En outre, la Communauté Européenne envisage d'imposer à son industrie le handicap fiscal d'une "éco-taxation," visant à surenchérir l'énergie pour en limiter l'usage et réduire ainsi les émissions de dioxyde de carbone, alors qu'une telle mesure ne devrait être adoptée qu'au niveau de la planète, si l'on veut éviter que les industries très consommatrices d'énergie ne se redéploient vers d'autres pays.

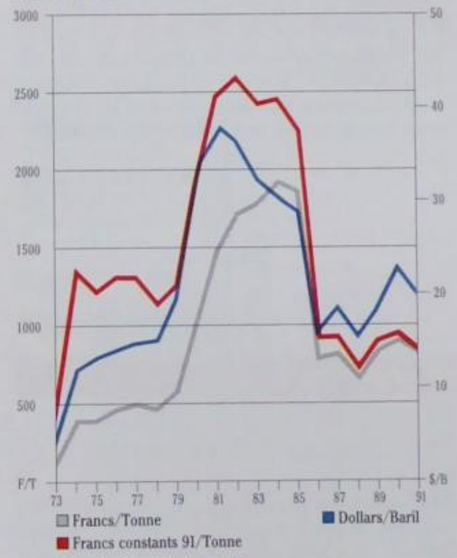
Environnement français

La politique visant à restaurer les grands équilibres économiques et à renforcer la compétitivité de la France s'est poursuivie en 1991. Elle a permis de limiter le taux d'inflation annuel à 3,1 %, un des meilleurs résultats parmi ceux des pays industrialisés. Le taux de croissance n'a été que de 1,2 %, en baisse par rapport à 1990. Dans le cadre de la préparation du Grand Marché Européen, pour améliorer la compétitivité des entreprises françaises, une diminution du taux de l'impôt sur le bénéfice distribué des entreprises a été décidée et s'appliquera à partir de 1992.

Accusant une baisse de 2 % par rapport à 1990, la production française de pétrole brut, avec 3 MT, a diminué pour la troisième année consécutive. Avec un montant de 820 MF,

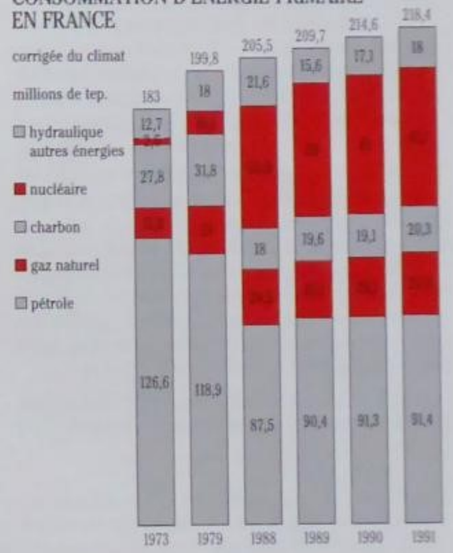
les investissements d'exploration se sont maintenus au faible niveau atteint l'an dernier. Les investissements de production se sont situés au niveau de 852 MF. Le poids de la fiscalité reste élevé malgré l'adoption d'un taux plus faible pour la Redevance Communale et Départementale des Mines applicable aux nouveaux gisements mis en production à compter du 1er janvier 1992. En particulier, la reconduction pour la sixième année consécutive du prélèvement exceptionnel demeure encore un frein important aux investissements de l'exploration-production.

COÛT MOYEN ANNUEL DU PÉTROLE BRUT IMPORTÉ EN FRANCE

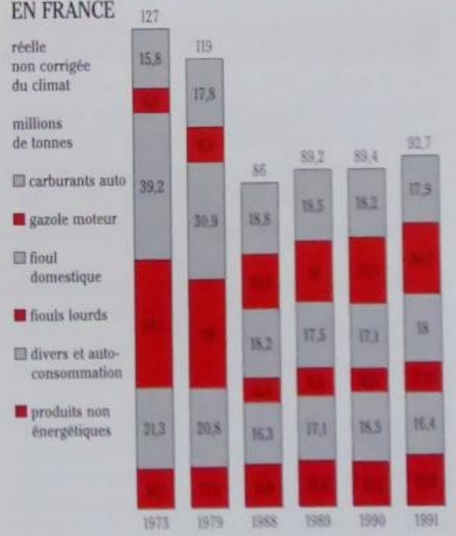


L'environnement très contrasté a continué d'exiger du raffinage une grande capacité d'adaptation. Le retour à des marges plus satisfaisantes a permis de relancer les programmes de construction de nouvelles unités, notamment pour répondre au développement des ventes de carburants sans plomb. Des investissements très importants, de l'ordre de 20 milliards de francs pour la France, seront nécessaires dans la décennie 1990 pour faire face aux exigences de qualité des consommateurs et au renforcement des normes de protection de l'environnement programmé par la Communauté Européenne.

CONSOMMATION D'ÉNERGIE PRIMAIRE EN FRANCE



CONSOMMATION DE PRODUITS PÉTROLIERS EN FRANCE



L'industrie pétrolière française est restée handicapée par l'obligation de transporter bruts et produits sur des navires portant le pavillon national, qui a entraîné un surcoût élevé vis-à-vis de ses concurrents européens. L'extension à la flotte pétrolière du pavillon T.A.A.F., dit pavillon des Kerguelen, demandée par la Profession aux Pouvoirs Publics, devrait permettre de combler une partie importante de ce surcoût.

Le marché intérieur des produits pétroliers a globalement progressé de 5 % par rapport à l'année précédente. La croissance du marché des carburants s'est ralentie, la part des essences baissant au profit du gazole suivant la tendance enregistrée depuis plusieurs années. Elle reflète la diésélisation toujours croissante du parc automobile en France, les véhicules diesel ayant représenté 38 % des immatriculations des voitures particulières en 1991. Ainsi, les ventes de gazole ont dépassé celles des essences pour la première fois.

La part de marché des carburants sans plomb a augmenté de 70 % par rapport à l'année précédente pour atteindre 28 % des ventes totales d'essences en fin d'année. En décembre 1991, plus de 90 % des stations-service des compagnies pétrolières étaient équipées pour vendre des carburants sans plomb.

Après plusieurs années de croissance supérieure à 5 % par an, le marché du carburéacteur a régressé de 1 % en raison de la chute du trafic aérien suite à la guerre du Golfe et à la stagnation de l'activité économique. La demande de fioul domestique a augmenté de 7 % du fait du retour à des conditions climatiques plus normales après l'exceptionnelle clémence de l'hiver 1990. La demande de fioul lourd s'est fortement redressée sous l'effet des achats d'EDF, démontrant ainsi l'intérêt de cette source d'énergie particulièrement aisée à stocker et à utiliser.

Les marges de distribution des produits pétroliers, bien qu'en amélioration, demeurent les plus faibles d'Europe et restent ainsi encore insuffisantes en regard des investissements nécessaires pour moderniser l'outil de distribution.

Activités de la Société et de ses Filiales

L'année 1991 a été une année favorable pour l'ensemble des activités d'Esso S.A.F. et de ses filiales.

Le résultat net comptable de 1991 est un profit de 1174 millions de francs, composé des éléments suivants :

- le résultat d'exploitation est positif de 700 millions de francs ;
- le résultat financier positif de 209 millions de francs inclut 173 millions de francs de dividende reçu d'Esso REP, à comparer à 226 millions de francs en 1990 ;
- les éléments exceptionnels sont positifs de 635 millions de francs.

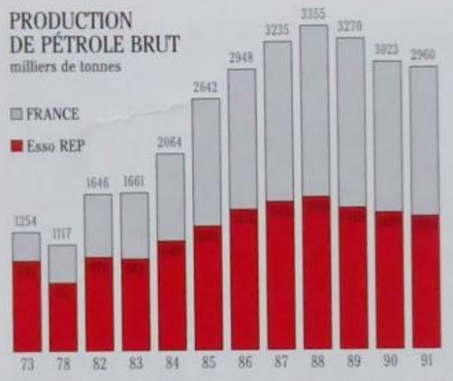
En 1991, compte tenu de l'effet prix sur stock, négatif de 855 millions de francs, et du dividende d'Esso REP, le résultat courant économique des activités de raffinage-distribution est un profit de 1339 millions de francs, à rapprocher d'un profit de 529 millions de francs en 1990.

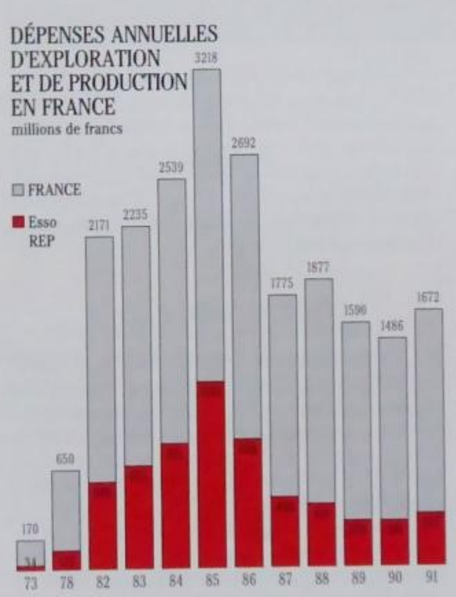
EXPLORATION - PRODUCTION

Esso REP a mis en œuvre un ensemble de mesures visant à limiter le déclin de la production qui, alliées à la surveillance étroite et permanente des coûts, ont permis de minimiser la baisse des résultats liée à la chute des cours du pétrole brut.

L'effort d'exploration s'est élevé à 197 MF, en hausse de 7 %. Après la mise en évidence de deux petits gisements dans le Bassin de Paris, l'année s'est achevée par la découverte des Arbousiers sur le permis de Lège, en Gironde, en association avec SNEA (P). Des essais de longue durée effectués d'ici fin 1992, permettront de procéder à un début de production commerciale et d'apprécier l'importance de ce gisement. Dans le Jura, deux nouveaux forages se sont montrés décevants bien qu'ayant confirmé la présence d'huile.

Avec un total de 150 MF, les investissements de développement ont été de 27 % supérieurs à ceux de 1990.





Dix nouveaux puits ont été forés sur le champ de Chaunoy, permettant ainsi de maintenir la production à un niveau élevé. Ces excellentes performances ont permis d'atteindre une production de 1,4 MT de pétrole brut, soit 47 % de la production nationale, en dépit du déclin des champs d'Aquitaine. Esso REP confirme ainsi sa place de premier producteur de pétrole brut en France.

APPROVISIONNEMENTS, TRANSPORTS et RAFFINAGE

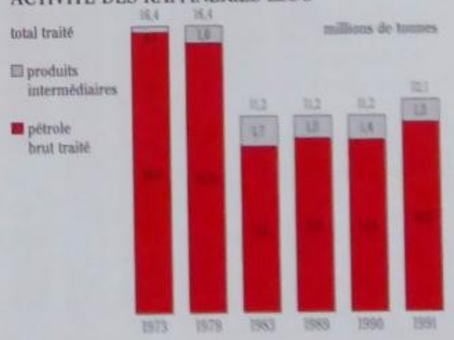
Esso a intensifié la diversification de ses sources d'approvisionnement. Plus de trente bruts différents ont ainsi été utilisés grâce à une coopération étroite du Centre de Recherches de Mont-Saint-Aignan avec les raffineries. Les stocks ont été gérés avec rigueur, en fonction des besoins et avec le souci d'éviter toute position à risques.

PÉTROLE BRUT TRAITÉ EN 1991

Origine	millions de tonnes	%
France	0,5	5
Mer du Nord	1,9	18
Moyen-Orient	6,6	61
Divers	1,8	16
Total	**10,8**	**100**

Les installations d'Esso Raffinage S.A.F. à Port-Jérôme et Fos-sur-Mer ont fonctionné à pleine capacité en dehors des périodes d'arrêt légal pour inspection et ont traité les quantités de pétrole brut les plus élevées depuis 1982. Afin d'accroître ses capacités de production d'essences sans plomb, Esso a investi en 1991 pour adapter l'unité de craquage catalytique de la raffinerie de Fos-sur-Mer et a décidé un investissement de 350 MF pour la construction à Port-Jérôme d'une unité d'alkylation d'une capacité de 200 000 t/an. Sa mise en service s'effectuera au printemps 1993. A Port-Jérôme, la deuxième unité d'huiles blanches a été mise en service avec succès, portant ainsi la capacité totale à 130 000 t/an.

ACTIVITÉ DES RAFFINERIES ESSO



ENVIRONNEMENT

Esso a poursuivi en 1991 sa politique de protection de l'environnement. Des investissements importants sont envisagés pour les dix années à venir afin de réduire les nuisances des opérations et des produits, notamment pour diminuer la teneur en soufre du gazole et limiter les émissions de vapeur d'hydrocarbures des dépôts et stations-service.

TAUX DE RÉDUCTION DES ÉMISSIONS ET REJETS (%)

AIR	
Raffinage	
• Consommation d'énergie (dioxyde de carbone)	16* 41**
• Emissions de S02 (dioxyde de soufre)	42*
• Emissions de composés organiques volatils	87*
• Emissions poussières (craquage catalytique)	95*
Produits/Carburants	
• Emissions de plomb (réduction du plomb dans les essences et Esso Super Plus)	67*

EAU	
Raffinage	
• Consommation d'eau	20* 60**
• Matières oxydables	80*
• Phénols	95*
• Hydrocarbures	92*

* sur 10 ans ** sur 20 ans

PRODUCTION DES RAFFINERIES ESSO
Produits consommés en raffineries exclus

Les trois grands navires, l'Esso Normandie, l'Esso Picardie, l'Esso Languedoc ont été utilisés au maximum de leur capacité. Les carénages de deux d'entre eux ont été mis à profit pour effectuer des travaux de modernisation et d'entretien à long terme. La première année complète d'exploitation de l'Esso Languedoc sous pavillon T.A.A.F., dit des Kerguelen, a démontré l'amélioration de compétitivité attendue, tout en maintenant sécurité et fiabilité.

ACTIVITES COMMERCIALES

Les ventes globales d'Esso S.A.F. ont augmenté, passant de 9,0 MT en 1990 à 9,5 MT en 1991 et portant ainsi la part de marché tous produits de 12,3 à 12,4 %. Dans un marché toujours très concurrentiel, les marges du Réseau de stations-service sont restées déprimées. Malgré une légère amélioration, elles ne permettent pas d'atteindre une rentabilité acceptable pour cette activité. Les ventes du carburant haut de gamme Esso Super Plus sans plomb et celles de gazole ont connu une bonne progression. Un effort tout particulier a été poursuivi pour adapter les stations-service autoroutières à la croissance du trafic.

Worex, filiale spécialisée dans la vente de fioul domestique au détail, a poursuivi ses gains de productivité et confirmé les résultats satisfaisants atteints en 1990.

La part de marché Esso dans les ventes de bitumes est restée stable, avec une demande française en croissance d'environ 2 %. Avec l'assistance du Centre de Recherches de Mont-

QUALITE

Esso a développé sa politique de qualité au service des consommateurs. La raffinerie de Port-Jérôme a obtenu les certifications ISO 9002 délivrées par l'Association Française pour l'Assurance Qualité pour les opérations de fabrication, de contrôle et d'expédition des huiles et des bitumes. Le Centre de Recherches de Mont-Saint-Aignan a obtenu l'accréditation "Réseau National d'Essais". 90 % des stations-service autoroutières Esso présentées ont obtenu les lauriers de la Charte Qualité des stations-service sur autoroutes.

Ventes totales d'Esso S.A.F.	1989		1990		1991	
correspondant au chiffre d'affaires commercial	milliers de tonnes	%	milliers de tonnes	%	milliers de tonnes	%
carburants auto	2 451	22,7	2 392	20,2	2 355	18,9
distillats	3 969	36,7	4 573	38,6	5 076	40,8
fiouls lourds	1 852	17,1	2 010	16,9	2 062	16,6
autres produits	2 541	23,5	2 888	24,3	2 941	23,7
total produits finis	**10 813**	100,0	**11 863**	100,0	**12 434**	100,0
pétrole brut et bases pour la chimie	2 916		4 081		5 203	
total	**13 729**		**15 944**		**17 637**	
dont exportations et soutes étrangères	2 681		2 757		2 615	

Saint-Aignan, Esso a développé ses ventes d'émulsions et de bitumes-polymères et triplé ses ventes à l'exportation.

Esso a maintenu sa position de leader sur un marché du carburéacteur fortement affecté par la crise du golfe et la récession de l'industrie du transport aérien.

Grâce à la qualité de ses produits, Esso a poursuivi le développement régulier de ses ventes de soutes marines et occupe la première place sur le marché français.

Les ventes Esso d'huiles moteurs de très haute performance, Esso Racing et Esso Ultra Oil, ont continué de progresser dans un marché d'huiles moteurs globalement en régression de 7 %, en raison de la baisse des immatriculations de voitures neuves.

Malgré le ralentissement économique, les ventes d'huiles blanches ont continué à se développer, notamment dans les pays d'Extrême-Orient où de nouveaux débouchés ont été concrétisés. Esso a ainsi confirmé sa position de leader mondial.

RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT

Les accords de partenariat avec Peugeot ont été marqués par une étroite collaboration des services de recherche et d'études pour la mise au point de carburants et lubrifiants spéciaux utilisés par la Peugeot 905 portant les couleurs Esso au Championnat du Monde des Voitures de Sport. Trois victoires dont deux doublés et une place de deuxième au classement des constructeurs ont récompensé cet engagement commun.

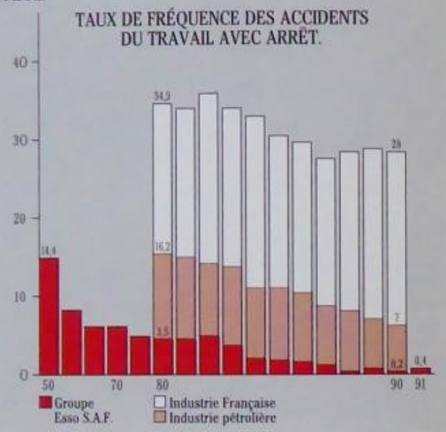
Des nouvelles gammes d'huiles ont été développées : huiles blanches pour utilisation dans les élastomères thermoplastiques, huiles pour moteurs diesel de poids lourds.

Dans le domaine des bitumes, des liants synthétiques pigmentables ont été expérimentés avec succès sur des chantiers en France et à l'étranger. La filiale Esso Technologies & Services, spécialisée dans la commercialisation de services d'assistance technique, a poursuivi son développement.

SECURITE

Les résultats d'Esso en matière de sécurité, avec un taux de fréquence des accidents de travail avec arrêt de 0,4 accident par million d'heures travaillées, sont restés très satisfaisants et très inférieurs à la moyenne de l'industrie française qui est de l'ordre de 28. Ceci a pu être obtenu grâce à un programme intensif de sensibilisation, notamment à la sécurité routière. Ils confirment l'implication de chaque membre du personnel dans la politique sécurité Esso qui est étendue aux entreprises sous-traitantes. Le trophée annuel décerné par Exxon Company, International, a été attribué à la Marine d'Esso France pour ses excellents résultats : six ans sans accident avec arrêt, pour une distance parcourue équivalente à une centaine de tours du monde. La prévention des risques industriels a fait l'objet d'un effort soutenu avec mise au point de procédures strictes prenant notamment en compte les leçons tirées de simulations d'incidents.

TAUX DE FRÉQUENCE DES ACCIDENTS DU TRAVAIL AVEC ARRÊT.



COMMUNICATION ET RESSOURCES HUMAINES

Les progrès accomplis sur le plan de la qualité et des services ont été mis en valeur à travers d'importantes opérations de communication externe et interne, par exemple lors des victoires de la Peugeot 905 et à l'occasion de l'inauguration de la station-service modernisée et du Lubexpress de Vélizy. 141 nouveaux collaborateurs, dont 3 originaires d'autres pays européens suite au lancement d'un programme de recrutement pan-européen, ont rejoint Esso. Leur bonne intégration dans l'entreprise a été renforcée par une nouvelle politique d'accueil et une meilleure information sur les métiers d'Esso organisée par les jeunes embauchés eux-mêmes.

	1990	1991
Effectifs au 31 décembre (marins compris)	2353	2353
Engagements (marins compris)	128	141
Promotions internes	471	472
Salaires (évolution de décembre à décembre)		
• Augmentation de la rémunération moyenne		
– pour le personnel en place durant toute l'année	6,7 %	6,7 %
– sur l'effectif total	3,7 %	3,9 %
• Augmentation du coût de la vie	3,4 %	3,1 %
Activités de formation		
• En % des salaires	5,0 %	5,3 %
• En % du temps de travail	1,8 %	1,8 %
Accidents du travail avec arrêt		
• Nombre par million d'heures travaillées	0,20	0,40

L'effort de formation a encore été amplifié, atteignant 5,3 % de la masse salariale par rapport au minimum légal de 1,2 %, pour soutenir les démarches qualité et innovation entreprises à tous les niveaux de l'organisation. Un programme d'échanges de jeunes cadres entre les filiales européennes a été lancé dans le cadre de la préparation au Marché Unique. La qualité du dialogue social a été maintenu. Un accord salarial a été conclu pour 1992. Le plan de participation et d'intéressement CAPESSO a contribué à la cohésion du personnel.

SIEGE SOCIAL

Esso a signé une promesse de vente de son siège social actuel situé à la Défense pour 1 685 MF hors taxes, l'acquéreur devant en outre verser à l'Etablissement Public pour l'Aménagement de la Défense un montant de 1 264 MF. Le nouveau siège social est actuellement en cours d'achèvement à Rueil Malmaison et sera terminé en 1992.

Données Financières Consolidées

RÉSUMÉ DES RÉSULTATS DU GROUPE — millions de F

	1990	1991
Chiffre d'affaires : - hors taxe intérieure	22 689	23 630
- taxe intérieure	12 725	13 342
	35 414	36 972
Autres facteurs	988	358
Total	36 402	37 330
Charges d'exploitation : - hors amortissements et provisions	(34 025)	(34 963)
- amortissements et provisions	(1 114)	(870)
Total	(35 139)	(35 833)
Résultat d'exploitation	1 263	1 497
Résultat financier*	22	(8)
Résultat courant	1 285	1 489
Résultat exceptionnel	(264)	(233)
	1 021	1 256
Participation des salariés	(36)	(49)
Impôts courants et différés*	(429)	(331)
Résultat après impôts	556	876
Intérêts minoritaires	(29)	(26)
RÉSULTAT NET DU GROUPE	527	850

Nota : les montants négatifs sont indiqués entre parenthèses ( ).
(*) : la taxe sur le dividende reçu d'Esso REP est reclassée du résultat financier en impôts

RÉSULTAT ÉCONOMIQUE DES ACTIVITÉS RAFFINAGE/DISTRIBUTION

	1990	1991
Résultat courant d'Esso S.A.F.	887	942
Elimination du dividende Esso REP	(226)	(173)
Elimination de l'effet prix sur stocks	(622)	855
Elimination de la provision pour dépréciation des stocks	490	(285)
Résultat courant économique raffinage/distribution	529	1 339

Le chiffre d'affaires consolidé s'est élevé à 36 972 MF, taxe intérieure comprise. Il est en hausse de 4 % par rapport à 1990, malgré la baisse de 13 % du prix moyen du baril de brut exprimé en francs français.

Les charges d'exploitation ont atteint 35 833 MF, en hausse de 2 % par rapport à 1990.

Le résultat d'exploitation passe de 1 263 MF à 1 497 MF : cette augmentation reflète une amélioration des marges de raffinage/distribution, neutralisée en grande partie par l'impact négatif de la variation d'effet prix sur stocks d'Esso S.A.F. entre les deux exercices.

Après un résultat financier négatif de 8 MF, le résultat courant consolidé s'établit à 1 489 MF contre 1 285 MF en 1990.

Le résultat exceptionnel est négatif de 233 MF, à comparer à une perte de 264 MF constatée en 1990.

Après prise en compte des mouvements sur impôts différés et de la part des minoritaires dans le résultat d'Esso REP, le résultat consolidé du groupe est un bénéfice de 850 MF en hausse de 323 MF par rapport au résultat de 527 MF en 1990.

Pour l'activité raffinage-distribution, Esso S.A.F. dégage un résultat courant de 942 MF, à comparer au résultat courant de 887 MF obtenu en 1990.

Après élimination du dividende reçu d'Esso REP ainsi que de l'effet prix sur stocks et de la provision pour dépréciation enregistrée à la clôture de l'exercice 1991, le résultat économique raffinage-distribution ressort à 1 339 MF, en forte amélioration par rapport au résultat 1990 de 529 MF.

ERRATUM

Rapport Annuel 1991

• page 10 : Tableau de Financement Consolidé - Emplois pour 1991 : il faut lire "Réduction de l'endettement : 457,3 MF" et "Autres emplois : 115,8 MF". Le total général reste inchangé. Le tableau devient ainsi :

TABLEAU DE FINANCEMENT CONSOLIDÉ

millions de F

RESSOURCES	1990	1991
Capacité d'autofinancement de l'exercice	1 432,8	1 386,5
Produits de cessions d'imobilisations	12,8	92,8
Remboursement d'immobilisations financières	5,6	–
Réduction de l'actif circulant		
Autres ressources	275,3	539,0
TOTAL	1 726,5	2 018,3

EMPLOIS	1990	1991
Acquisitions d'immobilisations		
• Raffinage/Distribution	702,2	771,2
• Production	301,3	346,9
TOTAL I	1 003,5	1 118,1
Dividendes mis en paiement		
• Esso S.A.F.	297,9	297,9
• Minoritaires	29,5	29,2
TOTAL II	327,4	327,1
Réduction de l'endettement	–	457,3
Autres emplois	395,6	115,8
TOTAL GÉNÉRAL	1 726,5	2 018,3

millions de F

RESSOURCES	1990	1991
Capacité d'autofinanc	1 432,8	1 386,5
Produits de cessions d	12,8	92,8
Remboursement d'imr	5,6	–
Réduction de l'actif cir		
Autres ressources	275,3	539,0
TOTAL	1 726,5	2 018,3

EMPLOIS	1990	1991
Acquisitions d'immobi		
• Raffinage/Distributio	702,2	771,2
• Production	301,3	346,9
TOTAL I	1 003,5	1 118,1
Dividendes mis en pai		
• Esso S.A.F.	297,9	297,9
• Minoritaires	29,5	29,2
TOTAL II	327,4	327,1
Réduction de l'endette	–	–
Autres emplois	395,6	573,1
TOTAL GÉNÉRAL	1 726,5	2 018,3

Données Financières pour Esso S.A.F.

millions de F

	1990		1991	
Chiffre d'affaires hors taxe intérieure	21 641		22 383	
Taxe intérieure	11 309		11 693	
Chiffre d'affaires taxe intérieure comprise		32 950		34 076
Production stockée/(déstockée) et divers		778		206
• Total des produits d'exploitation		33 728		34 282
Charges d'exploitation hors amortissements	(32 825)		(33 333)	
Amortissements	(361)		(249)	
• Total des charges d'exploitation		(33 186)		(33 582)
Résultat d'exploitation		542		700
Résultat financier		345		209
Résultat courant		887		909
(Dotation) / reprise de provision pour fluctuation des cours		(497)		658
Amortissements dérogatoires		7		26
Autres éléments exceptionnels		133		(49)
Résultat exceptionnel		(357)		635
Participation des salariés		(27)		(25)
Impôts sur les sociétés		(80)		(345)
Résultat net		423		1 174

Aspects financiers Esso S.A.F.

Le chiffre d'affaires a été de 34 076 MF ce qui, compte tenu des mouvements de stocks, conduit à des produits d'exploitation de 34 282 MF.

Les charges d'exploitation de 33 582 MF incluent à hauteur de 11 693 MF la taxe intérieure prélevée sur les produits vendus. La dotation aux amortissements, incluse dans ces charges, est de 249 MF.

Le résultat d'exploitation s'élève à 700 MF, à comparer au résultat de 542 MF obtenu en 1990. Cette hausse provient du double effet de l'amélioration des marges et de l'impact négatif de la variation d'effet prix sur stocks entre les deux exercices.

Le résultat financier est positif de 209 MF, dont 173 MF de dividende reçu d'Esso REP (226 MF en 1990).

Le résultat exceptionnel positif de 635 MF reflète essentiellement une reprise de 658 MF au titre de la provision pour fluctuation des cours.

Après prise en compte du résultat exceptionnel, de la participation et des impôts, le résultat net 1991 est un profit de 1 174 MF.

Résultats Financiers des 5 Dernières Années pour Esso S.A.F.

	1987	1988	1989	1990	1991
I. CAPITAL EN FIN D'EXERCICE					
Capital social (millions de F)	595,9	595,9	595,9	595,9	595,9
Nombre d'actions ordinaires existantes (1)	11 917 960	11 917 960	11 917 960	11 917 960	11 917 960
Nombre d'obligations convertibles en actions	–	–	–	–	–
Nombre de parts bénéficiaires	–	–	–	–	–
II. OPÉRATIONS ET RÉSULTATS DE L'EXERCICE (millions de F)					
Chiffre d'affaires hors TVA	25 146,4	24 404,2	27 953,6	32 950,2	34 075,7
Résultat avant impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions (reprises de provisions déduites)	158,4	562,3	1 376,7	1 712,6	763,3
Impôts sur les sociétés	2,1	3,2	(1,9)	80,7	345,4
Participation des salariés	2,0	–	17,4	26,5	25,0
Résultat après impôts, participation des salariés et dotations nettes aux amortissements et provisions	297,5	314,3	316,4	422,6	1 174,5
Résultat distribué	297,9	297,9	297,9	297,9	(2) 595,9
III. RÉSULTAT PAR ACTION (F)					
Résultat après impôts, participation des salariés mais avant dotations aux amortissements et provisions (reprises de provisions déduites)	12,95	47,06	114,22	134,70	32,97
Résultat après impôts, participation des salariés et dotations nettes aux amortissements et provisions	24,96	26,37	26,55	35,46	98,55
Dividende attribué à chaque action (avoir fiscal inclus)	37,50	37,50	37,50	37,50	(2) 75,00
IV. PERSONNEL					
Effectif moyen des salariés employés pendant l'exercice	3 027	2 730	2 516	2 448	1 340
Montant de la masse salariale (millions de F)	697,5	651,0	624,0	663,7	426,2
Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux (Sécurité Sociale et prévoyance, congés de fin de carrière, œuvres sociales) (millions de F)	517,8	510,6	507,9	481,1	358,6

(1) Actions détenues pour 81,55 % par Exxon Corporation.
(2) Montant dont la distribution est proposée par le Conseil d'Administration.
Nota : les montants négatifs sont indiqués entre parenthèses ( ).

Résultats Esso S.A.F.

Les comptes annuels établis au 31 décembre 1991 vous sont présentés dans le présent Rapport Annuel. Ils font apparaître un bénéfice de 1 174,5 MF, auquel est ajouté le report à nouveau de l'exercice précédent soit :

• bénéfice de l'exercice 1991	1 174,5 MF
• report à nouveau	440,7 MF
Total disponible	**1 615,2 MF**

dont l'affectation suivante est proposée :

• réserve spéciale des plus-values à long terme	50,8 MF
• dividende	595,9 MF
• report à nouveau	968,5 MF
Total	**1 615,2 MF**

Le dividende net proposé ressort à 50 F pour chacune des 11 917 960 actions de 50 F nominal, auquel s'ajoute l'impôt déjà payé au Trésor (avoir fiscal) de 25 F, soit un revenu global de 75 F.

Après la mise en paiement au 14 février 1992 d'un acompte de 25 F par action, le dividende complémentaire ressort donc à 25 F par action auquel s'ajoute un avoir fiscal de 12,50 F.

Conformément aux dispositions légales, nous rappelons le montant des distributions des trois derniers exercices :

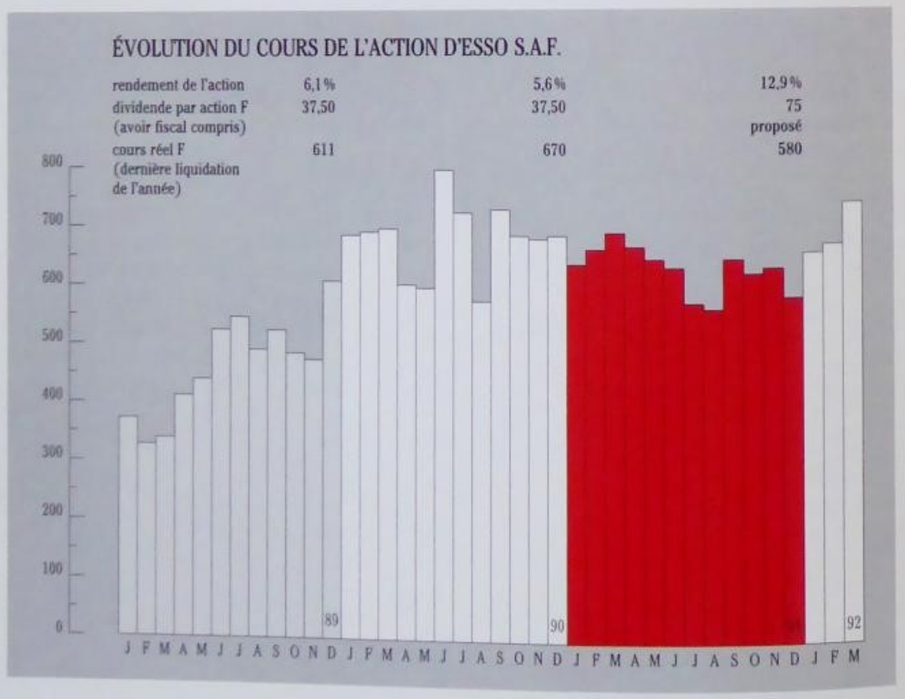
Exercice	Nombre d'actions à rémunérer	Dividende net	Avoir fiscal	Revenu global
1988	11 917 960	25 F	12,50 F	37,50 F
1989	11 917 960	25 F	12,50 F	37,50 F
1990	11 917 960	25 F	12,50 F	37,50 F

Le mandat des administrateurs venant à expiration chaque année, lors de l'Assemblée Générale Ordinaire, nous vous demandons de bien vouloir leur donner quitus de leur gestion pour l'exercice 1991, puis de procéder aux élections au Conseil d'Administration.

Nous vous proposons d'appeler au Conseil d'Administration M. Jean-Luc Randaxhe qui a assumé les fonctions de Directeur Général Produits Pétroliers d'Esso S.A.F. de novembre 1986 à septembre 1990 et qui est actuellement détaché au siège d'Exxon Company, International aux Etats-Unis.

Il vous sera également demandé de ratifier la décision prise par votre Conseil d'Administration le 18 mars 1992 de transférer le siège social de votre société à Rueil-Malmaison 2, rue des Martinets, avec modification corrélative des statuts et de fixer la date du transfert.

Le Conseil d'Administration



Groupe Esso S.A.F.

C O M P T E S
C O N S O L I D É S

p. 14	Filiales/Participations
p. 15	Compte de Résultat de l'exercice 1991
pp. 16/17	Bilan au 31 décembre 1991 Variations des capitaux propres Variations des intérêts minoritaires
p. 18	Annexe au Bilan et au Compte de Résultat
p. 20	Rapport des Commissaires aux Comptes sur les Comptes Consolidés

Résultats Esso S.A.F.

Les comptes annuels établis au 31 décembre 1991 vous sont présentés dans le présent Rapport Annuel. Ils font apparaître un bénéfice de 1174,5 MF, auquel est ajouté le report à nouveau de l'exercice précédent soit :

• bénéfice de l'exercice 1991	1 174,5 MF
• report à nouveau	440,7 MF
Total disponible	**1 615,2 MF**

dont l'affectation suivante est proposée :

• réserve spéciale des plus-values à long terme	50,8 MF
• dividende	595,9 MF
• report à nouveau	968,5 MF
Total	**1 615,2 MF**

Le dividende net proposé ressort à 50 F pour chacune des 11 917 960 actions de 50 F nominal, auquel s'ajoute l'impôt déjà payé au Trésor (avoir fiscal) de 25 F, soit un revenu global de 75 F.

Après la mise en paiement au 14 février 1992 d'un acompte de 25 F par action, le dividende complémentaire ressort donc à 25 F par action auquel s'ajoute un avoir fiscal de 12,50 F.

Conformément aux dispositions légales, nous rappelons le montant des distributions des trois derniers exercices :

Exercice	Nombre d'actions à rémunérer	Dividende net	Avoir fiscal	Revenu global
1988	11 917 960	25 F	12,50 F	37,50 F
1989	11 917 960	25 F	12,50 F	37,50 F
1990	11 917 960	25 F	12,50 F	37,50 F

Le mandat des administrateurs venant à expiration chaque année, lors de l'Assemblée Générale Ordinaire, nous vous demandons de bien vouloir leur donner quitus de leur gestion pour l'exercice 1991, puis de procéder aux élections au Conseil d'Administration.

Nous vous proposons d'appeler au Conseil d'Administration M. Jean-Luc Randaxhe qui a assumé les fonctions de Directeur Général Produits Pétroliers d'Esso S.A.F. de novembre 1986 à septembre 1990 et qui est actuellement détaché au siège d'Exxon Company, International aux Etats-Unis.

Il vous sera également demandé de ratifier la décision prise par votre Conseil d'Administration le 18 mars 1992 de transférer le siège social de votre société à Rueil-Malmaison 2, rue des Martinets, avec modification corrélative des statuts et de fixer la date du transfert.

Le Conseil d'Administration

Groupe Esso S.A.F.

C O M P T E S
C O N S O L I D É S

p. 14	Filiales/Participations
p. 15	Compte de Résultat de l'exercice 1991
pp. 16/17	Bilan au 31 décembre 1991 Variations des capitaux propres Variations des intérêts minoritaires
p. 18	Annexe au Bilan et au Compte de Résultat
p. 20	Rapport des Commissaires aux Comptes sur les Comptes Consolidés

Principales filiales au 31.12.1991

Esso Raffinage S.A.F.
Capital 150 000 000 F - Participation : 99,99 %
Activités : raffinage d'hydrocarbures.
Le bénéfice net après impôts sur les sociétés ressort à 17,2 MF en 1991.

Société de Recherches et d'Exploitation Pétrolières Esso REP
Capital 38 610 000 F - Participation : 89,88 %
Activités : recherches et exploitation de tous gisements d'hydrocarbures liquides ou gazeux.
La production atteint 1 395 300 t d'hydrocarbures liquides et 53 millions de m^3 de gaz en 1991. Le bénéfice net après impôts sur les sociétés ressort à 244,8 MF en 1991.

Worex
Capital 10 320 500 F - Participation : 99,99 %
Activités : distribution de combustibles liquides et solides.
Son chiffre d'affaires H.T. atteint 4 193 MF correspondant à des ventes de produits pétroliers.

Etablissements Cloarec
Capital : 1 800 000 F - Participation : 99,70 %.
Activités : distribution de combustibles liquides.
Son chiffre d'affaires H.T. atteint 226 MF correspondant à des ventes de produits pétroliers.

Office Privé d'Assurances et de Courtages
Capital 250 000 F - Participation : 99,35 %.
Activités : négociation et gestion de contrats d'assurances garantissant les risques des sociétés du Groupe Exxon en France.
Les courtages reçus en 1991 représentent 1,1 MF.

Société Paris-Niel
Capital 518 520 F - Participation : 99,56 %
Activités : location de stations-service et prise de participations dans des sociétés commerciales et industrielles ayant des activités de fabrication et de distribution de produits chimiques.

Société d'Exploitation & de Développement d'Opérations Commerciales
Capital 250 000 F - Participation : 98,70 %
Activités : gestion de cartes de crédit et tickets-route.

Esso Technologies et Services
Capital 250 000 F - Participation : 99,96 %
Activités : études et travaux de recherche.

Société Hôtelière de la Petite Campagne
Capital 50 000 F - Participation : 100 %
Activités hôtelières.

Esso Lub Services
Capital 250 000 F - Participation 99,96 %
Activités : vente de lubrifiants.

Participations Esso S.A.F.

INVENTAIRE DES VALEURS MOBILIERES DETENUES EN PORTEFEUILLE AU 31/12/1991

Participations (partie libérée)		
Nombre de titres	Sociétés	milliers de F
1 499 994	Esso Raffinage S.A.F.	449 998
173 517	Société Esso de Recherches et d'Exploitation Pétrolières	409 911
103 204	Worex	55 069
4 302	Paris-Niel	5 195
987	Société d'Exploitation et de Développement d'Opérations Commerciales	403
1 987	Office Privé d'Assurances et de Courtages	248
500	Société Hôtelière de la Petite Campagne	50
2 499	Esso Technologies Services	250
2 991	Cloarec	1 478
2 499	Esso Lub Services	250
	Participations unitaires inférieures à 25 000 F	8
Total des participations de plus de 50 %		**922 860**
28 000	Société du Pipe-Line de la Raffinerie de Lorraine	3 227
4 000	Raffinerie du Midi	18 300
42 501	Société Pipe-Line Méditerranée - Rhône	5 685
18 248	Société Havraise de Manutention de Produits Pétroliers	1 300
530	Dépôts de Pétrole Côtiers	2 800
29 100	Géobutane Lavéra	2 318
11 998	Société de Manutention de Carburants Aviation	1 300
11 200	Géomines Caen	202
9 780	Docks des Pétroles d'Ambès	575
3 238	Société des Dépôts Pétroliers de la Corse	1 101
270	Entrepôt Pétrolier de Mulhouse	4 200
20 000	Primagaz	2 913
39 936	Trapil	10 000
2 400	Dépôt Pétrolier du Grésivaudan	240
850	Géogaz Lavéra	100
	Participations unitaires inférieures à 100 000 F	379
Total		**977 500**
Autres participations dans des sociétés immobilières		-
Total général		**977 500**

Compte de Résultat de l'Exercice 1991

	1991	1990 (millions de F)
Produits d'exploitation		
Chiffre d'affaires	36 972,2	35 413,7
Production stockée / (déstockée)	(507,7)	622,8
Solde échanges inter-confrères - Produits pétroliers	44,1	(122,8)
Production immobilisée et divers	821,1	487,7
Total	**37 329,7**	**36 401,4**
Charges d'exploitation		
Achats matières premières, approvisionnements	12 406,0	11 995,9
Variation de stocks	238,6	(148,4)
Autres achats et charges externes	8 878,8	9 002,4
Impôts, taxes et versements assimilés	12 021,8	11 719,6
Charges de personnel	1 342,4	1 383,5
Dotations aux amortissements et provisions : • raffinage/distribution	646,1	907,3
• production	223,7	206,8
Autres charges	75,1	71,7
Total	**35 832,5**	**35 138,8** = 3,75%
1. RESULTAT D'EXPLOITATION	**1 497,2**	**1 262,6**
Produits financiers		
Participations	23,3	23,8
Intérêts reçus et autres	33,6	17,4
Différences positives de change	20,9	105,0
Total	**77,8**	**146,2**
Charges financières		
Intérêts payés	62,2	93,7
Différences négatives de change	21,8	27,8
Autres	1,6	2,8
Total	**85,6**	**124,3**
2. RESULTAT FINANCIER	**(7,8)**	**21,9**
3. RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS	**1489,4**	**1 284,5**
Produits exceptionnels		
Opérations de gestion et en capital	190,6	31,0
Reprises de provisions	132,3	159,4
Total	**322,9**	**190,4**
Charges exceptionnelles		
Amortissements des frais d'exploration	183,5	167,2
Opérations de gestion et capital	298,5	195,4
Dotations aux provisions	74,1	91,9
Total	**556,1**	**454,5**
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL	**(233,2)**	**(264,1)**
Participation	(48,6)	(35,7)
Taxe sur dividende reçu d'Esso REP (*)	(86,7)	(36,4)
Impôts courants	(434,1)	(210,2)
Variation des impôts différés	189,4	(182,7)
INTERETS MINORITAIRES DANS ESSO REP	(26,2)	(28,6)
RESULTAT DU GROUPE	**850,0**	**526,8**

Les montants négatifs sont indiqués entre parenthèses ( ).
(*) En 1990, la taxe sur le dividende reçu d'Esso REP a été reclassée du résultat financier en impôts.

Bilan au 31 décembre 1991

Avant répartition — millions de F

ACTIF	Montants bruts	1991 Amortissements et provisions	Montants nets	1990 Montants nets
Actif immobilisé				
Immobilisations incorporelles				
• Frais d'exploration pétrolière	183,5	(183,5)	–	–
• Autres	279,1	(32,6)	246,5	230,8
Immobilisations corporelles				
• Secteur raffinage-distribution	5 841,3	(2 983,0)	2 858,3	2 529,8
• Secteur production	3 691,0	(2 558,4)	1 132,6	1 197,9
Immobilisations financières	131,6	(6,9)	124,7	120,4
Total I	**10 126,5**	**(5 764,4)**	**4 362,1**	**4 078,9**
Actif circulant				
Stocks et en-cours	2 828,5	(205,3)	2 623,2	3 084,4
Créances clients et comptes rattachés	1 295,4	(42,7)	1 252,7	1 671,8
Autres créances	1 157,5	(0,7)	1 156,8	677,0
Disponibilités	79,6		79,6	157,4
Charges constatées d'avance	123,3		123,3	117,8
Total II	**5 484,3**	**(248,7)**	**5 235,6**	**5 708,4**
Primes de remboursement des obligations	–	–	–	0,1
TOTAL GENERAL	**15 610,8**	**(6 013,1)**	**9 597,7**	**9 787,4**

Variation des Capitaux Propres du Groupe Esso S.A.F.

millions de F	Capital social	Primes d'émission et de fusion	Réserves consolidées	Total groupe
Au 31 décembre 1990	595,9	66,4	2 738,4	3 400,7
Dividende servi en 1991	–	–	(297,9)	(297,9)
Autres variations	–	–	–	–
Résultat groupe 1991	–	–	850,0	850,0
Au 31 décembre 1991	**595,9**	**66,4**	**3 290,5**	**3 952,8**

millions de F

PASSIF	1991	1990
Capitaux propres du groupe		
Capital social	595,9	595,9
Primes d'émission et de fusion	66,4	66,4
Réserves consolidées	2 440,5	2 211,6
Résultat de l'exercice	850,0	526,8
Total I	**3 952,8**	**3 400,7**
Intérêts minoritaires dans Esso REP	**72,2**	**75,4**
Provisions		
Risques et charges	322,5	371,4
Impôts différés	500,9	690,3
Total II	**823,4**	**1 061,7**
Dettes		
Emprunts obligataires	7,0	13,5
Emprunts et dettes, établissements de crédit	694,1	976,1
Emprunts et dettes financières divers	44,9	213,7
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 418,6	1 794,1
Dettes fiscales et sociales	2 056,9	1 710,3
Autres dettes	518,6	524,3
Produits constatés d'avance	9,2	17,6
Total III	**4 749,3**	**5 249,6**
TOTAL GENERAL	**9 597,7**	**9 787,4**

Variation des Intérêts Minoritaires

millions de F

Au 31 décembre 1990	75,4
Dividende servi en 1991	(29,5)
Quote-part dans le résultat 1991	26,3
Au 31 décembre 1991	**72,2**

Annexe au Bilan et Compte de Résultat

1 - REGLES ET METHODES COMPTABLES

Application des dispositions légales :

Les comptes consolidés d'Esso S.A.F. sont établis sans changement par rapport à l'année passée, suivant les principes comptables définis par la loi N° 85-11 du 3 janvier 1985 et le décret d'application N° 86-221 du 17 février 1986.

Principes de consolidation :

Les comptes consolidés comprennent ceux d'Esso S. A. F. et de ses trois filiales significatives, soit :

Filiale	N° SIREN	Siège social	% part.
Esso REP	552 092 181	6, avenue André Prothin 92400 Courbevoie	89,88
Worex	780 094 983	Parc des Erables 66, route de Sartrouville 78230 Le Pecq	99,99
Esso Raffinage S.A.F.	379 914 237	6, avenue André Prothin 92400 Courbevoie	99,99

Les comptes de ces trois filiales sont consolidés selon la méthode de l'intégration globale.

Les titres des autres sociétés dans lesquelles Esso S.A.F. détient soit une participation majoritaire, soit un contrôle conjoint, figurent dans le poste "Participations" pour leur valeur d'inventaire dans les comptes de la société-mère.

Retraitements préalables des comptes sociaux :

Les comptes des sociétés incluses dans la consolidation sont l'objet au préalable des retraitements suivants prévus par le décret d'application N° 86-221 :

– Elimination des écritures passées pour la seule application de la législation fiscale. Ceci concerne essentiellement les provisions réglementées, en l'espèce :

- les amortissements dérogatoires,
- la provision pour fluctuation des cours,
- la provision pour hausse de prix,
- la provision pour reconstitution des gisements.

– Constatation au bilan et au compte de résultat consolidés des impositions différées résultant :

- des retraitements ci-dessus,
- du décalage temporaire entre l'enregistrement comptable d'un produit ou d'une charge et son inclusion dans le résultat fiscal,
- de déficits fiscaux reportables, une situation fiscale nette active n'étant toutefois constatée que si son imputation sur des dettes futures est probable.

Les impôts différés sont constatés au bilan selon la méthode du "report variable" (taux de 34 % au 31 décembre 1991, suite aux nouvelles dispositions de la loi de finances 1992 et de 42 % au 31 décembre 1990.)

– Elimination à l'actif et au passif du reliquat des effets de la réévaluation légale de 1976. L'effet de ce correctif sur le bilan consolidé est de faible importance.

– Intégration dans le résultat de l'exercice des écarts de conversion figurant au bilan d'Esso S.A.F. Ces écarts se rattachent à des opérations commerciales courantes.

Autres principes comptables :

Les autres principes comptables appliqués pour l'établissement des comptes consolidés concernent particulièrement :

– Les immobilisations du secteur raffinage-distribution : les principes suivis pour leur évaluation et leur amortissement sont ceux définis par le Plan Comptable Général et commentés dans le cadre de l'Annexe des Comptes sociaux.

– Les dépenses d'exploration : elles sont traitées comme des immobilisations incorporelles. Les dépenses de géologie et de géophysique sont amorties dans l'exercice où les travaux ont été effectués. Le coût des forages d'exploration n'ayant pas abouti à une découverte commercialement exploitable est également amorti à l'achèvement des puits. Les forages d'exploration productifs et les forages en cours en fin d'exercice sont immobilisés.

– Immobilisations de production d'hydrocarbures : ces immobilisations, qui constituent la grande majorité des actifs immobilisés d'Esso REP, sont amorties champ par champ à l'unité de production, méthode par laquelle le taux d'amortissement est égal au rapport de la production annuelle sur les réserves estimées au début de l'exercice.

– Valorisation des stocks : les stocks sont évalués au prix de revient, ou à la valeur vénale si celle-ci est inférieure. Le prix de revient des stocks de brut et de produits est calculé selon la méthode FIFO. Pour les stocks d'origine intra-groupe, la valeur retenue tient compte d'une correction correspondant à la quotité de profit du secteur production non encore réalisée.

2 - VARIATION DES PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

millions de F

	Montant début d'exercice	Augmentations	Diminutions	Montants fin d'exercice
Catégories de provisions				
Pour pensions et obligations similaires*	260,1	46,0	115,0	191,1
Pour risques exceptionnels	68,2	23,1	8,6	82,7
Pour charges exceptionnelles	43,1	46,3	40,7	48,7
Total	**371,4**	**115,4**	**164,3**	**322,5**

* Les provisions pour pensions comprennent la garantie de ressources accordée (dans le cadre du plan Société) au personnel retraité pour la période comprise entre la date de départ et celle de la liquidation des droits acquis auprès des organismes de retraite, et le coût des plans de départs anticipés.

3 - VARIATIONS DE LA PROVISION POUR IMPOTS DIFFERES

Cette provision constate au bilan la dette latente d'impôt résultant des retraitements des comptes sociaux commentés à la note "Règles et méthodes comptables" et des différences à caractère temporaire existant entre le résultat fiscal et le résultat comptable des sociétés entrant dans la consolidation. En application de la méthode du "report variable", la provision a été calculée au 31 décembre 1991 au taux de 34 % et au 31 décembre 1990 au taux de 42 %. La provision a évolué comme suit :

	millions de F
Au 31 décembre 1989	507,6
Dotation de l'exercice 1990	182,7
Au 31 décembre 1990	690,3
Reprise de l'exercice 1991	(189,5)
Au 31 décembre 1991	500,8

Au cours de l'exercice 1991, la variation de l'imposition latente résulte essentiellement de l'application du report variable dont l'impact conduit à une réintégration de provision de 131 MF.

4 - VENTILATION DES DETTES CONSOLIDEES PAR ECHEANCE :

millions de F

	Montants totaux	Degré d'exigibilité à 1 an au plus	de 1 à 5 ans	plus de 5 ans
Emprunts obligataires	7,0	7,0	–	–
Etablissements de crédit	694,0	692,9	1,1	–
Dettes financières diverses	43,7	14,8	28,9	–
Fournisseurs et comptes rattachés	1 420,0	1 420,0	–	–
Dettes fiscales et sociales	2 056,9	2 056,9	–	–
Autres dettes	518,5	518,5	–	–
Total général	**4 740,1**	**4 710,1**	**30,0**	**–**

5 - ENGAGEMENTS HORS BILAN :

millions de F	1990	1991
Cautions données à des confrères au titre des crédits d'enlèvements en douane, de crédits de droits et des licences de raffinage et de distribution (1)	3 662	4 009
Effets escomptés non échus	179	103
Engagements pour retraite du personnel (2)	1 324	1 323
Autres engagements donnés	61	57
Total	**5 226**	**5 492**

(1) A titre de réciprocité, les cautions de même nature consenties par des confrères au groupe Esso S.A.F. s'élèvent en 1991 à 3 915 MF.

(2) Engagements pris par le groupe, en complément des montants indiqués au chapitre 2 "Provisions pour risques et charges" correspondant à l'estimation sur une base actuarielle des charges futures envers :

a) les membres du personnel ayant cessé leur activité dans le cadre du plan de retraite du groupe ou des plans de congés de fin de carrière,

b) le personnel en activité, pour les droits acquis à la clôture de l'exercice.

6 - VENTILATION DU CHIFFRE D'AFFAIRES CONSOLIDE :

millions de F	1990	1991
Secteur raffinage-distribution		
Hors taxe intérieure	21 851	22 838
Taxe intérieure	12 725	13 342
Sous-total	34 576	36 180
Secteur production	838	792
Total consolidé	**35 414**	**36 972**

7 - EFFECTIF MOYEN DU GROUPE :

L'effectif moyen du groupe, déterminé selon la moyenne arithmétique des effectifs à la fin des quatre trimestres civils, est le suivant :

	Personnel salarié		Personnel mis à la disposition du groupe	
	1990	1991	1990	1991
Cadres	961	969	17	13
Agents de maîtrise	1 204	1 178	-	1
Employés et ouvriers	989	973	103	111
Total	**3 154**	**3 120**	**120**	**125**

Le personnel salarié comprend les titulaires (marins inclus), les temporaires, le personnel à temps partiel, les malades de longue durée, mais ne comprend pas le personnel détaché hors du groupe Esso S.A.F.
Le personnel salarié en congé de fin de carrière est également exclu.
Le personnel mis à la disposition de l'entreprise comprend le personnel fourni par des entreprises de travail temporaire et le personnel prêté ou détaché par d'autres sociétés du groupe Exxon.

Rapport des Commissaires aux Comptes sur les Comptes Consolidés

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En exécution de la mission que vous nous avez confiée, nous vous présentons notre rapport sur :
- le contrôle des comptes consolidés de la société Esso Société Anonyme Française, tels qu'ils sont annexés au présent rapport,
- la vérification du rapport sur la gestion du groupe,

relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 1991.

1. OPINION SUR LES COMPTES CONSOLIDES

Nous avons procédé au contrôle des comptes consolidés, en effectuant les diligences que nous avons estimé nécessaires selon les normes de la profession.

Nous certifions que les comptes consolidés sont réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les entreprises comprises dans la consolidation.

2. VERIFICATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes de la profession, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes consolidés des informations données dans le rapport de gestion du groupe.

Paris, le 9 avril 1992
Les Commissaires aux Comptes

Daniel Dudon — Edouard Salustro

C O M P T E S S O C I A U X

p. 22	Bilan au 31 décembre 1991
p. 24	Compte de Résultat de l'exercice 1991
p. 26	Annexe au Bilan et au Compte de Résultat
p. 32	Rapport des Commissaires aux Comptes

Bilan au 31 décembre 1991 Esso S.A.F.

Avant répartition — milliers de F

	ACTIF	Montants bruts	1991 Amortissements et provisions	Montants nets	1990 Montants nets
ACTIF IMMOBILISE	**Immobilisations Incorporelles :**				
	Concessions, brevets, licences, marques, procédés, droits et valeurs similaires	31 301	29 258	2 043	3 298
	Fonds commercial	74 706	388	74 318	59 319
	Immobilisations corporelles :				
	Terrains	331 523	12 063	319 460	320 431
	Constructions	1 470 537	889 221	581 316	599 460
	Installations techniques, matériel et outillage industriels	2 415 563	1 960 819	454 744	441 171
	Autres immobilisations corporelles	330 327	249 467	80 860	100 713
	Immobilisations corporelles en cours	94 616		94 616	84 894
	Avances et acomptes	518 753		518 753	250 020
	Immobilisations financières (1) :				
	Participations	983 703	6 203	977 500	976 662
	Créances rattachées aux participations	49 485	15	49 470	27 588
	Prêts	6 656		6 656	7 039
	Autres immobilisations financières	2 350		2 350	2 407
	TOTAL I	**6 309 520**	**3 147 434**	**3 162 086**	**2 873 002**
ACTIF CIRCULANT	**Stocks et en-cours :**				
	Matières premières et autres approvisionnements	749 993	205 000	544 993	520 285
	En-cours de production - Produits	419 526		419 526	741 343
	Produits finis	1 590 388		1 590 388	1 795 714
	Créances :				
	Créances clients, comptes rattachés (2)	1 096 530	34 345	1 062 185	1 277 874
	Autres	1 245 440	721	1 244 719	1 019 600
	Disponibilités	67 143		67 143	85 319
COMPTES DE REGULARISATION	Charges constatées d'avance (3) :	96 999		96 999	97 304
	TOTAL II	**5 266 019**	**240 066**	**5 025 953**	**5 537 439**
	Primes remboursement des obligations	–	–	–	–
	Ecart de conversion actif	–		–	6 880
	TOTAL GENERAL	**11 575 539**	**3 387 500**	**8 188 039**	**8 417 321**
	Notes relatives à l'actif				
	(1) dont à moins d'un an			3 141	3 431
	(2) dont à plus d'un an				
	(3) dont à plus d'un an			51 757	40 712

milliers de F

	PASSIF	1991	1990
CAPITAUX PROPRES	Capital social entièrement versé	595 898	595 898
	Prime d'émission et fusion	66 363	66 363
	Ecart de réévaluation 76	463 103	462 438
	Réserves :		
	Réserve légale	59 590	59 590
	Plus values nettes à long terme	155 255	147 943
	Réserve générale	6 357	6 357
	Report à nouveau	440 694	323 331
	RESULTAT DE L'EXERCICE - BENEFICE	1 174 499	422 623
	Subventions d'investissements	–	–
	Provisions réglementées :		
	Amortissements dérogatoires	171 447	197 240
	Provisions pour fluctuation des cours	1 279 767	1 937 644
	Autres	12 840	18 846
	TOTAL I	**4 425 813**	**4 238 273**
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	**Provisions pour risques :**		
	Provisions pour perte de change	–	6 880
	Autres	17 622	13 427
	Provisions pour charges :		
	Pensions et obligations similaires	171 091	218 784
	Autres	1 500	1 500
	TOTAL II	**190 213**	**240 591**
DETTES (1)	Emprunts obligataires non convertibles	–	–
	Emprunts, dettes auprès des établissements de crédit (2)	387 295	598 039
	Emprunts et dettes financières divers	29 848	194 646
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	994 068	1 331 386
	Dettes fiscales et sociales	1 641 040	1 286 966
	Autres dettes	498 648	511 193
COMPTES DE REGULARISATION	Produits constatés d'avance	7 864	16 227
	TOTAL III	**3 558 763**	**3 938 457**
	Ecart de conversion passif	13 250	–
	TOTAL GENERAL	**8 188 039**	**8 417 321**
	Notes relatives au passif		
	(1) dont à plus d'un an	20 272	13 929
	(2) dont • soldes créditeurs banques	381 469	589 819
	• emprunts à moins d'un an	375	7 095

Compte de Résultat au 31 Décembre 1991

milliers de F

Produits d'exploitation :	1991	1990
Production vendue - produits pétroliers et services	34 075 708	32 950 275
Montant net du chiffre d'affaires	34 075 708	32 950 275
(dont à l'exportation : 8 010 021)		
Production stockée/(déstockée) - produits pétroliers	(527 143)	635 503
Solde net des échanges inter-confrères - produits pétroliers	44 113	(122 781)
Production immobilisée	3 355	9 343
Subventions d'exploitation	651	2 618
Reprises sur provisions & amortissements, transferts de charges	685 448	160 260
Autres produits	128	93 174
Total	**34 282 260**	**33 728 392**
Charges d'exploitation :		
Achats de marchandises	226	306
Achats de matières premières et autres approvisionnements	11 054 642	11 001 900
Variation de stock	260 293	(137 844)
Solde net des échanges de pétrole brut	0	713
Autres achats et charges externes	9 166 272	8 451 197
Impôts, taxes et versements assimilés	11 794 530	11 507 021
Salaires et traitements	426 182	663 720
Charges sociales	358 579	481 106
Dotations aux amortissements & aux provisions		
– sur immobilisations : dotations aux amortissements	248 556	361 380
– sur immobilisations : dotations aux provisions	83	83
– sur actif circulant : dotations aux provisions	210 015	493 524
– pour risques et charges : dotations aux provisions	31 881	12 938
Autres charges	31 173	350 098
Total	**33 582 432**	**33 186 142**
1 - RESULTAT D'EXPLOITATION	**699 828**	**542 250**
Produits financiers :		
De participations	196 793	249 371
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	1 366	1 085
Autres intérêts et produits assimilés	54 878	42 342
Reprises sur provisions et transferts de charges	8 183	448
Différences positives de change	20 894	135 012
Produits nets sur cessions valeurs mobilières de placement	0	50
Total	**282 114**	**428 308**
Charges financières :		
Dotations aux amortissements et provisions	1 300	9 579
Intérêts et charges assimilées	29 309	52 965
Différences négatives de change	41 928	20 863
Total	**72 537**	**83 407**
2 - RESULTAT FINANCIER	**209 577**	**344 901**
3 - RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS	**909 405**	**887 151**

milliers de F

Produits exceptionnels :	1991	1990
Sur opérations de gestion	7 286	3 826
Sur opérations en capital	74 935	888 165
Reprises sur provisions et transferts de charges	758 936	187 577
Total	**841 157**	**1 079 568**
Charges exceptionnelles :		
Sur opérations de gestion	168 302	137 917
Sur opérations en capital	23 211	773 125
Dotations aux amortissements et provisions	14 221	525 792
Total	**205 734**	**1 436 834**
4 - RESULTAT EXCEPTIONNEL	**635 423**	**(357 266)**
Participation des salariés aux fruits de l'expansion	**(24 970)**	**(26 540)**
Impôts sur les bénéfices	(345 359)	(80 722)
5 - RESULTAT NET	**1 174 499**	**422 623**

Les montants négatifs sont indiqués entre parenthèses ( )

Analyse du Chiffre d'Affaires

millions de F

	1989	%	1990	%	1991	%
Carburants auto	4 100,1	24,7	4 380,9	21,2	4 181,2	19,6
Distillats	4 863,9	29,3	6 145,9	29,7	6 768,4	31,7
Fiouls lourds	1 061,7	6,4	1 116,0	5,4	996,5	4,7
Autres produits	3 961,1	23,9	4 875,6	23,5	4 798,4	22,4
Pétrole brut et bases pour la chimie	2 597,7	15,7	4 170,6	20,2	4 630,5	21,6
Ventes hors taxes	16 584,5	100,0	20 689,0	100,0	21 375,0	100,0
Services hors taxes	887,4		952,7		1 007,7	
	17 471,9		21 641,7		22 382,7	
Taxe intérieure	10 481,7		11 308,6		11 693,0	
Chiffre d'affaires*	**27 953,6**		**32 950,3**		**34 075,7**	
Répartition géographique du chiffre d'affaires :						
– France	24 059,3		26 630,1		26 065,7	
– Etranger	3 894,3		6 320,2		8 010,0	
Total	**27 953,6**		**32 950,3**		**34 075,7**	

*Les facturations réciproques entre confrères dans le cadre d'échanges de produits ne font pas partie du chiffre d'affaires.

Annexe au Bilan et au Compte de Résultat

REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les comptes annuels sont établis selon les normes définies par le Plan Comptable Général, compte tenu des adaptations relatives au plan professionnel des industries du raffinage et de la distribution des hydrocarbures, approuvées par le Conseil National de la Comptabilité le 12 mars 1984.

Les méthodes d'évaluation décrites ci-après sont similaires à celles qui étaient en vigueur pour l'établissement des comptes de l'exercice 1990 :

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont inscrites au bilan à leur coût d'acquisition ou à leur coût de production par l'entreprise. Les dépenses ayant pour objet de prolonger de manière significative la durée de vie des installations industrielles sont immobilisées. Les immobilisations corporelles inscrites au bilan et acquises avant le 31 Décembre 1976 ont fait l'objet de la dernière réévaluation légale.

La dépréciation des immobilisations corporelles est constatée par la voie d'amortissements linéaires faisant l'objet d'un plan d'amortissement et calculés en fonction de la durée de vie prévue pour chaque catégorie d'immobilisations, selon les normes généralement admises dans la profession. Quand les dispositions fiscales l'autorisent, un complément d'amortissements (dégressifs) est constaté par la voie d'amortissements dérogatoires.

Immobilisations financières

La valeur brute des titres de participation est constituée par leur coût de souscription ou d'acquisition par la société, augmentée, pour les participations acquises avant le 31 décembre 1976, par l'effet de la dernière réévaluation légale.

A la clôture de l'exercice, il est procédé à la comparaison de la valeur brute avec celle de la quote-part des capitaux propres que les titres représentent. Dans les cas où cette dernière est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence, sauf dans les cas où il existe des plus-values potentielles certaines.

Stocks

Les pétroles bruts et les produits finis ou semi-finis sont évalués suivant la méthode FIFO. Les stocks de marchandises non pétrolières et de matières consommables d'exploitation et d'entretien sont évalués selon la méthode du prix moyen pondéré.

Les coûts de production comprennent la valeur CAF des pétroles bruts mis en œuvre, les charges directes et indirectes de production y compris l'amortissement des biens concourant à la production, mais exclusion faite de tous frais financiers.

En ligne avec la norme professionnelle, le coût de production au niveau du raffinage est déterminé pour chaque produit en ventilant le coût global proportionnellement à la valeur relative attribuée à chacun d'eux, le coût des produits intermédiaires étant obtenu en déduisant les frais de transformation restant à supporter pour compléter le cycle de fabrication.

Pour l'arrêté des comptes, la valeur des stocks à la clôture de l'exercice établie selon la méthode FIFO est comparée à leur valeur vénale au 31 décembre compte tenu des perspectives de vente pour les hydrocarbures présents dans l'inventaire. Si la valeur vénale est inférieure au coût de production, une provision pour dépréciation est constituée. La vérification effectuée pour la clôture des comptes 1991 a montré qu'il y avait lieu de constituer une provision pour dépréciation des stocks de brut et de produits pétroliers à hauteur de 205 MF.

Opérations en devises

Les charges et produits en devises sont enregistrés pour leur contrevaleur à la date de l'opération. Les dettes, créances, disponibilités en devises figurent au bilan pour leur contrevaleur au cours de fin d'exercice. La différence résultant de la conversion des dettes et créances en devises à ce dernier cours est portée au bilan en "écarts de conversion Actif ou Passif".

Dans la mesure où elles sont liées à des opérations commerciales courantes, les pertes latentes de change font l'objet d'une provision pour risques. Par contre, les profits latents ne sont pas incorporés dans le résultat.

Chiffre d'affaires

Selon la norme comptable professionnelle, le chiffre d'affaires inscrit au compte de résultat inclut les taxes spécifiques sur les produits pétroliers comprises dans les prix de vente. Par contre, les facturations réciproques entre confrères, dans le cadre d'échanges visant à la mise en place économique de produits, ne figurent ni dans le chiffre d'affaires, ni dans les achats. Le solde net temporairement déséquilibré de ces opérations fait l'objet d'une ligne spéciale dans le compte de résultat corrigeant la variation de production stockée.

NOTES RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

milliers de F

ETAT DE L' ACTIF IMMOBILISE	Valeur brute début de l'exercice	Acquisitions nouveaux prêts...	Virements de poste à poste	Cessions mises hors service rembour-sements de prêts	Valeur brute en fin d'exercice
Immobilisations incorporelles					
Total I	87 743	18 272	236	244	106 007
Immobilisations corporelles					
Constructions	1 425 265	56 320	12 976	23 919	1 470 642
Installations techniques matériels et outillages industriels	2 323 208	93 211	27 935	28 896	2 415 458
Autres immobilisations corporelles	661 071	44 910	5 961	50 093	661 849
En-cours	334 915	325 562	(47 108)		613 369
Total II	4 744 459	520 003	(236)	102 908	5 161 318
Immobilisations financières					
Participations	984 167			464	983 703
Créances rattachées à des participations	27 603	23 649		1 767	49 485
Autres immobilisations financières	9 446			440	9 006
Total III	1 021 216	23 649	–	2 671	1 042 194
Total général	5 853 418	561 924	–	105 823	6 309 519

ETAT DES AMORTISSEMENTS

milliers de F

	Amortis-sements au début de l'exercice	Dotations de l' exercice	Virements de poste à poste	Diminutions amortis-sements cessions mises hors service	Amortis-sements en fin d'exercice
Immobilisations incorporelles	23 942	4 347	90		28 379
Immobilisations corporelles	2 947 769	244 185	(90)	80 293	3 111 571
Immobilisations financières	874				874
Total	2 972 585	248 532	–	80 293	3 140 824

REEVALUATION LEGALE 1976

Esso S.A.F. a procédé à la réévaluation légale de ses immobilisations au 31 décembre 1976.

1. La réserve de réévaluation figurant au bilan représente la réévaluation des participations et des terrains.
2. La provision spéciale de réévaluation s'appliquant aux immobilisations amortissables, s'analyse comme suit :

	milliers de F
– augmentation des montants bruts	395 521
– moins augmentation des amortissements	(324 788)
– moins utilisation cumulée de la marge supplémentaire d'amortissements apportée par la réévaluation	(65 402)
au 31 décembre 1991	5 331

La marge supplémentaire d'amortissement utilisée au cours de l'exercice s'est élevée à 1 548 milliers de F pour la dotation aux amortissements et 930 milliers de F pour la valeur nette des éléments cédés. En application de la règle fiscale, un montant équivalent a été repris en produit exceptionnel au Compte de Résultat.

VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

milliers de F

Rubriques	Montants début d'exercice	Augmentations	Diminutions	Montants fin d'exercice
Capital social et primes	662 261			662 261
Ecart de réévaluation - 1976	462 438	665		463 103
Réserve légale et autres	213 890	7 311		221 201
Report à nouveau	323 331	117 363	–	440 694
Résultat 1990	422 623		422 623	
Résultat 1991	–	1 174 499		1 174 499
Provisions réglementées :				
- pour fluctuation des cours	1 937 644	–	657 877	1 279 767
- pour investissement	4 374		3 798	576
- pour hausse des prix				–
- spéciale de réévaluation 1976	7 173		1 843	5 330
- plus-values réinvesties	7 299		364	6 935
- amortissements dérogatoires	197 240		25 793	171 447
Total	4 238 273	1 299 838	1 112 298	4 425 813

Note : Les comptes d'Esso S.A.F. sont consolidés par Exxon Corporation qui détient 81,55 % du capital.

PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

milliers de F

Catégories de Provisions	Montants début d'exercice	Augmentations	Diminutions	Montants fin d'exercice
Pour pensions et obligations similaires	218 784	35 032	82 725	171 091
Autres provisions :				
- pour perte de change	6 880	–	6 880	–
- pour risques exceptionnels	13 427	11 070	6 875	17 622
- pour impôts différés				–
- pour charges exceptionnelles	1 500	–		1 500
Total	240 591	46 102	96 480	190 213

AUTRES PROVISIONS

milliers de F

Catégories de provisions	Montants début d' exercice	Augmentations	Diminutions	Montants fin d'exercice
Sur immobilisations	7 829	83	1 302	6 610
Sur actif circulant	529 541	210 015	499 490	240 066
Total :	537 370	210 098	500 792	246 676

Notes : 1- Les provisions pour pensions comprennent :
- la garantie de ressources accordée au personnel retraité conformément au plan de retraite de la Société, pour la période comprise entre la date de départ et la date de liquidation des droits acquis auprès des différents organismes de retraite ;
- le coût des plans de congés de fin de carrière et de restructuration mis en place par la Société.

2- En matière de pensions et obligations similaires, voir également les engagements hors bilan dans la présente annexe.

TABLEAU DE FINANCEMENT DE L'EXERCICE

millions de F

RESSOURCES	1991	1990
Capacité d'autofinancement de l'exercice	631	1 008
Produits de cessions d'immobilisations	74	774
Remboursement d'immobilisations financières	3	25
Réduction de l'actif circulant	521	–
Autres ressources	20	250
TOTAL	1 249	2 057

EMPLOIS	1991	1990
Acquisitions d'immobilisations	538	1 011
Dividende mis en paiement	298	298
Réduction de l' endettement	372	170
Autres emplois	41	578
TOTAL	1 249	2 057

ETAT DES ECHEANCES DES CREANCES ET DES DETTES

milliers de F

Créances	Montants bruts	Degré de liquidité de l'actif à 1 an au plus	à plus de 1 an
Actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations	49 485	1 721	47 764
Prêts	6 656	1 420	5 236
Autres immobilisations financières	2 350		2 350
Actif circulant :			
Créances clients et comptes rattachés	1 096 530	1 096 530	
Autres créances	1 245 440	1 245 440	
Sous-total	2 400 461	2 345 111	55 350
Charges constatées d'avance	96 999	45 242	51 757
Total général	2 497 460	2 390 353	107 107

Dettes	Montants bruts	Degré d'exigibilité du passif à 1 an au plus	de 1 à 5 ans	à plus de 5 ans
Emprunts et dettes - Etablissements de crédit	387 295	386 170	1 125	
Emprunts et dettes financières diverses	29 848	10 326	19 522	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	994 068	994 068		
Dettes fiscales et sociales	1 641 040	1 641 040		
Autres dettes	498 648	498 648		
Sous-total	3 550 899	3 530 252	20 647	
Produits constatés d'avance	7 864	7 864		
Total général	3 558 763	3 538 116	20 647	–

Cette analyse se rapportant au bilan avant répartition, le dividende proposé à l' Assemblée Générale du 2 juin 1992 ne figure pas parmi les dettes.

ELEMENTS RELEVANT DE PLUSIEURS POSTES DU BILAN

milliers de F

Postes concernés	Entreprises liées au Groupe Exxon	Entreprises avec lesquelles existe un lien de participation	Créances/dettes représentées par des effets de commerce
A l'actif :			
Participations	922 860	54 642	
Créances rattachées à des participations	20 402	29 069	
Créances clients et comptes rattachés	128 962		64 164
Autres créances	887 083	16 637	
Au passif :			
Emprunts et dettes financières diverses	10 326	11 712	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	463 090		
Autres dettes	57 687	1 513	
Charges financières	5 133		
Produits financiers	230 584	19 151	

COMMENTAIRES SUR LA SITUATION FISCALE

A. Ventilation de l'impôt sur les bénéfices — milliers de F

Exercice 1991	Avant Impôt	Impôt sur les sociétés	Après Impôt
Résultat courant	909 405	150 757	758 648
Résultat exceptionnel (et Participation)	610 453	194 602	415 851
Résultat comptable	1 519 858	345 359	1 174 499

L'impôt sur les sociétés rattaché au résultat exceptionnel s'explique par le paiement des indemnités versées aux membres du personnel dans le cadre des plans de restructuration.

B. Accroissement et allégement de la dette future d'impôt : — milliers de F

Différences temporaires entre résultat comptable et résultat fiscal	montant en fin d'exercice	(accroissement)/ allégement de la dette d'impôt correspondante
Accroissement de la dette future d'impôt :		
Charges non déductibles temporairement		
Dettes sociales provisionnées	179 072	(150 911)
Autres	200 765	(41 200)
Total	379 837	(192 111)
Allègement de la dette future d'impôt :		
Provisions réglementées		
Provision pour fluctuation des cours	1 279 767	378 690
Amortissements dérogatoires	171 447	24 243
Autres	6 935	708
Total	1 458 149	403 641

REMUNERATION GLOBALE ALLOUEE AUX ORGANES DE DIRECTION
AVANTAGES ET CREDITS CONSENTIS PAR LA SOCIETE

Compte tenu de l'organisation d'Esso S.A.F., les informations ci-après concernent les membres du Conseil d'Administration et/ou du Comité Directeur de la société, faisant partie du personnel salarié, ou recevant des jetons de présence.

- Montant global versé aux dirigeants de la société : 5 056 598 F.
- Garantie de prêts bancaires : néant.

FILIALES ET PARTICIPATIONS

	Capital social	Autres capitaux propres hors résultat	Quote-part du capital détenue (en %)	Valeurs d'inventaire des titres détenus	Prêts et avances consentis par la société et non remboursés	Montant des cautions et avals fournis par la société	Chiffre d'affaires du dernier exercice	Bénéfice net (ou perte) du dernier exercice	Dividendes encaissés par la société au cours de l'exercice
A/ Renseignements détaillés concernant les participations dont la valeur d'inventaire excède 1% du capital d'Esso S.A.F.									
1. Filiales (+ de 50% du capital détenu par Esso S.A.F.)									
- Esso REP	38 610	508 983	89,88	409 911	185 868	20 881	1 250 262	244 765	173 517
- Worex	10 320	(9 982)	99,99	55 069	56 306	–	4 193 262	58 295	–
- Esso Raffinage S.A.F.	150 000	404 120	99,99	449 998	119 468	–	1 686 439	17 217	–
2. Participations (10 à 50% du capital)									
- Raffinerie du Midi	22 500	37 990	33,33	18 300	762	–	58 067	3 628	1 520
B/ Renseignements globaux concernant les autres filiales ou participations									
1. Filiales	–	–	–	7 882	203 043	–	–	–	4 125
2. Participations dans des sociétés françaises	–	–	–	36 340	44 944	19 706	–	–	17 631

ENGAGEMENTS HORS BILAN

milliers de F

	1990	1991
Cautions données à des confrères au titre des crédits d'enlèvements en douane, de crédits de droits et des licences de raffinage et de distribution (1)	3 661 536	4 009 339
Effets escomptés non échus	173 090	102 965
Engagements pour retraites du personnel (2)	1 181 600	1 177 910
Autres engagements donnés	61 278	56 734
Total	5 077 504	5 346 948

(1) A titre de réciprocité, les cautions de même nature consenties en 1991 par des confrères à Esso S.A.F. et à sa filiale Worex s'élèvent à 3 221 700 milliers de F.

(2) Engagements pris par la société en complément des montants indiqués au chapitre "Provisions pour risques et charges" correspondant à l'estimation sur une base actuarielle des charges futures envers :
a) les membres du personnel ayant cessé leur activité dans le cadre du plan de retraite de la société ou des plans de congé de fin de carrière,
b) le personnel en activité pour les droits acquis à la clôture de l'exercice.

EFFECTIF MOYEN

L'effectif moyen de la société, déterminé selon la moyenne arithmétique des effectifs à la fin des quatre trimestres civils, est le suivant :

	Personnel salarié		Personnel mis à disposition de l'entreprise	
	1990	1991	1990	1991
• Cadres	792	634	0	0
• Agents de maîtrise et techniciens	1 025	461	0	0
• Employés	99	43	53	13
• Ouvriers	532	202	46	45
Total :	2 448	1 340	99	58

Le personnel salarié comprend les titulaires (marins inclus), les temporaires, le personnel à temps partiel, les malades de longue durée, mais ne comprend pas le personnel détaché dans le groupe ou hors groupe.
Le personnel salarié en congé de fin de carrière est également exclu.

Le personnel mis à disposition de l'entreprise comprend le personnel fourni par des entreprises de travail temporaire et le personnel détaché ou prêté par des sociétés du groupe.

Rapports des Commissaires aux Comptes

SUR LES COMPTES ANNUELS

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En exécution de la mission que vous nous avez confiée, nous vous présentons notre rapport sur :
- le contrôle des comptes annuels de la société Esso Société Anonyme Française, tels qu'ils sont annexés au présent rapport,
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi,

relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 1991.

1. OPINION SUR LES COMPTES ANNUELS

Nous avons procédé au contrôle des comptes annuels, en effectuant les diligences que nous avons estimées nécessaires selon les normes de la profession.
Nous certifions que les comptes annuels sont réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé, ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

2. VERIFICATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes de la profession, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.
Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Paris, le 9 avril 1992
Les Commissaires aux Comptes

Daniel Dudon — Edouard Salustro

SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES

En application de l'article 103 de la loi du 24 juillet 1966, nous vous informons que le Président de votre Conseil d'administration ne nous a donné avis d'aucune convention visée à l'article 101 de cette loi.

Paris, le 9 avril 1992

Edouard Salustro — Daniel Dudon

Commissaires aux Comptes
Membres respectifs des Compagnies Régionales
de Paris et Versailles

Les Administrateurs d'Esso S.A.F.

Jean Verré
Président de — • Esso Raffinage S.A.F.
Administrateur de — • Esso REP

Jean Boillot
Administrateur de
- Automobiles Peugeot
- La Publicité Française
- Peugeot-Talbot Motors

Membre du Conseil de Surveillance de — • Peugeot S.A.
Membre du Comité des Prêts de — • Crédit National

Philippe Dulac
Président de — • Paribas Luxembourg
Administrateur de
- Paribas International
- Paribas Belgique
- Paribas Limited
- Compagnie Bancaire
- Compagnie Foncière
- Colgate Palmolive
- Crédit du Nord
- Cogedim
- Scoa

Membre du Directoire de
- Compagnie Financière de Paribas
- Banque Paribas

Michel Kopff
Président du Conseil d'Administration de — • Maersk France S.A.

Jean Rauzier

Claude Roux
Président de
- Société Anonyme de Gestion de Stocks de Sécurité (Sagess)
- Scania France

Administrateur de — • Scania-Production, Angers

Candidat au Conseil d'Administration

Jean-Luc Randaxhe

Né le 14 septembre 1939 à Héricourt (Haute-Saône) diplômé de l'Ecole Nationale Supérieure des Mines de Paris et de la Graduate School of Management à la Northwestern University (USA)

Entré à Esso en 1963 comme ingénieur à la raffinerie de Port-Jérôme

1985 : Directeur Général des Ventes

1986 : Directeur Général Produits Pétroliers

1990 : détaché à Exxon Company, International aux Etats-Unis en tant que General Manager du Supply Department